



Perspectives chinoises

2017/4 | 2017

Les acteurs locaux de l'économie digitale chinoise

L'essor de la finance sur Internet en Chine et les tyrannies de l'inclusion

Nicholas Loubere



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7886>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 11-21

ISBN : 979-10-91019-25-5

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Nicholas Loubere, « L'essor de la finance sur Internet en Chine et les tyrannies de l'inclusion », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2017/4 | 2017, mis en ligne le 15 décembre 2017, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7886>

L'essor de la finance sur Internet en Chine et les tyrannies de l'inclusion

NICHOLAS LOUBERE

RÉSUMÉ : L'un des principaux moteurs de l'essor du e-commerce en Chine est l'expansion spectaculaire qu'a connue la finance en ligne dans le pays. Celle-ci a en effet crû et s'est diversifiée à un rythme stupéfiant durant la dernière décennie. L'émergence de la finance sur Internet en Chine a été commentée en des termes essentiellement positifs, comme un facilitateur des activités commerciales. Elle a aussi été reliée à l'objectif développemental plus large qui consiste à promouvoir l'inclusion financière par la fourniture de services financiers à des populations qui en étaient jusqu'ici exclues. Trouvant ses origines dans le mouvement mondial pour la microfinance, le concept d'inclusion financière décrit l'accès accru à des services financiers (et plus particulièrement au crédit) comme un moyen intrinsèquement bénéfique de conférer davantage d'autonomie aux populations pauvres et d'impulser un développement économique depuis la base (*bottom-up*). Cet article remet en question le récit dominant d'une inclusion financière digitale qui serait positive en Chine. Il s'appuie sur le corpus croissant de la littérature faisant la critique du mouvement mondial pour l'inclusion financière et examine des exemples d'exploitation, de fraude, d'instabilité et d'extraction en lien avec l'extension de la couverture financière digitale en Chine contemporaine. Il démontre ensuite que l'inclusion financière digitale fait partie intégrante du projet gouvernemental de création d'un système de « crédit social », dans le but de construire une « société de la confiance ». De cette façon, l'inclusion financière digitale peut être vue comme un élément clé au sein d'un projet plus large d'extension de la surveillance des citoyens grâce au *big data* afin de fermer les espaces utilisés par ceux qui cherchent à contester l'ordre socio-économique hégémonique. L'article avance que ces exemples éclairent des processus fondamentaux mais implicites dans l'expansion de l'industrie commerciale financière sur Internet. Ainsi, tandis que l'accroissement de l'inclusion financière digitale en Chine bénéficie à certains groupes, elle sert aussi à reproduire des conditions d'inégalité et d'exploitation.

MOTS-CLÉS : finance sur Internet, finance digitale, inclusion financière, inclusion financière digitale, microfinance, microcrédit, crédit social, Chine.

Introduction

Cet article est un examen critique de l'émergence soudaine et de l'expansion de la finance sur Internet en Chine. Durant la dernière décennie, l'industrie de la finance en ligne a crû et s'est diversifiée à un rythme vertigineux. Des centaines de millions de personnes utilisent à présent des prestataires de services de paiement en ligne afin d'effectuer des transactions financières. Elles se tournent vers des plateformes de crédit de pair-à-pair (*peer-to-peer*, ci-après P2P) ou des banques en ligne afin d'emprunter de l'argent, et contournent ainsi les institutions financières traditionnelles pour investir leur épargne dans des fonds d'investissement en ligne (Guo, Kong et Wang 2016). Cela a constitué un changement radical dans la façon dont le commerce s'opère dans le pays, et a transformé l'accès des particuliers aux produits financiers et la façon dont ils interagissent avec ces derniers. Avant le boom de la finance en ligne, le système financier chinois était dominé par les institutions d'État fonctionnant en partie selon des impératifs politiques plutôt que selon une logique de maximisation de leurs profits. En Chine, les banques du secteur formel se doivent de prêter à des taux d'intérêt plus bas que ceux du marché. Elles ont historiquement fourni des crédits aux grandes entreprises et aux gouvernements locaux, rendant difficile l'accès au crédit pour les ménages et les petites entreprises (Ong 2012). L'essor de la finance sur Internet a considérablement transformé cette situation. Tandis que le gouvernement est lent à promulguer des réglementations sur la fourniture de services financiers digitaux, les pres-

tataires financiers sur Internet ont disposé de bien plus de liberté d'action que les institutions financières classiques. Il en a résulté une couverture financière désormais étendue à des groupes qui en étaient auparavant exclus, aussi bien dans les zones rurales qu'urbaines. Aujourd'hui, quiconque en Chine souhaite avoir accès à de l'épargne et à du crédit (semi-)formels n'a besoin que d'un smartphone.

En évolution rapide, l'industrie financière sur Internet en Chine se caractérise par sa diversité et son innovation, étant donné qu'un très grand nombre de fournisseurs entrent sur ce marché pour tenter de capitaliser sur la libéralisation subite des prestations de services financiers. Cela a conduit au développement d'un large éventail de produits de prêt et d'investissement visant une base de clients divers – allant de populations rurales pauvres et marginalisées à de grandes entreprises urbaines à la recherche de placements de capitaux (F. Guo, Kong et Wang 2016). Les prêts digitaux sont principalement fournis par deux types d'institutions financières sur Internet : les banques en ligne et les plateformes de P2P. Les banques en ligne – telles que WeBank (détenue à 30 % par Tencent) et MyBank (détenue à 30 % par Ant Financial du groupe Alibaba) – ciblent les personnes impliquées dans les plateformes de e-commerce, dont les propriétaires et les clients de magasins Taobao, et utilisent leur historique de transactions en ligne afin de déterminer leur solvabilité. Actuellement ces banques opèrent seulement dans le secteur du crédit, dont les montants varient de quelques milliers à des millions de yuans, avec des taux légèrement supérieurs à ceux des banques traditionnelles. Néanmoins leur but ultime est de devenir des ins-

titutions financières à part entière, acceptant également les dépôts⁽¹⁾. Le marché chinois du P2P est le plus grand du monde, avec environ 6 000 plateformes facilitant des transactions d'une valeur approximative d'un billion de yuans en 2016. Certaines plateformes de grande taille, telles que Paipaidai, sont au service de plus de deux millions d'emprunteurs et de créanciers⁽²⁾. Les plateformes de P2P sont théoriquement censées n'agir que comme intermédiaires, fournissant un service permettant à des créanciers de proposer un crédit directement à de potentiels clients. En réalité, un large éventail de plateformes de P2P fonctionne de manière très différente. Dans certains cas les plateformes mettent en commun les fonds des prêteurs et s'engagent dans une transformation d'actifs, créant ainsi un espace entre le créancier et son débiteur (Deer, Mi et Yu 2015). De telles pratiques ont engendré des activités frauduleuses ainsi que des faillites très médiatisées (voir la quatrième partie) et entraîné des mesures de régulation restrictives⁽³⁾. Bien que cela ait restreint le comportement des plateformes de P2P et, d'une certaine façon, consolidé le secteur, les innovations perturbatrices (ou chaotiques) demeurent possibles.

Les plateformes de P2P doivent être comprises comme des véhicules pour le crédit aussi bien que pour l'investissement car les prêteurs utilisent les services de P2P comme une alternative au dépôt de leur capital dans des comptes d'épargne à taux bas. Si s'engager dans des activités de crédit en P2P peut être relativement risqué, ces activités offrent un retour sur investissement substantiellement plus élevé que des investissements plus traditionnels. De plus, certaines plateformes de P2P offrent l'option de rendements fixes au cours d'une période de temps donnée, imitant ainsi les produits d'investissement proposés par les institutions financières classiques et donnant une illusion de sécurité⁽⁴⁾. Néanmoins, l'effondrement récent de grandes plateformes de P2P a détérioré la réputation de ce secteur, et des observateurs estiment qu'au moins un tiers des plateformes connaissent des problèmes financiers ou s'engagent dans des activités frauduleuses (Jingu 2016). Cela a détourné de nombreux investisseurs potentiels de ces plateformes.

Les fonds d'investissement en ligne proposés par les géants chinois d'Internet constituent une autre option pour ceux qui craignent trop les risques pour entrer sur le marché du P2P. Ces fonds permettent aux investisseurs de transférer n'importe quelle somme d'argent sur un compte en ligne. Celle-ci est ensuite investie directement sur le marché interbancaire, produisant des rendements relativement élevés. Par exemple, Yu'e bao (qui appartient à Ant Financial) propose un taux d'intérêt annuel proche de 4 %, à comparer au 0,35 % offert par la plupart des banques classiques. Les investisseurs peuvent aussi retirer leur argent dès qu'ils le souhaitent et utilisent même leur compte pour régler des transactions en ligne. Il a résulté de cette situation que les fonds d'investissement en ligne ont siphonné un gigantesque volume d'épargne qui aurait auparavant été déposée dans des institutions financières traditionnelles et a fait de Yu'e bao le plus grand fonds d'investissement du monde, gérant plus de 165 milliards de dollars américains provenant de plus de 260 millions d'investisseurs⁽⁵⁾. Cela constitue un défi au secteur de la banque traditionnelle et a incité certaines institutions financières classiques à y répondre en développant leurs propres produits d'investissement en ligne⁽⁶⁾.

Les réactions à l'essor de la finance sur Internet en Chine ont été en majorité exemptes de critiques, et celui-ci a été dépeint en termes largement positifs. En effet, nombre des discussions au sein des cercles académiques, médiatiques et de conseil ont caractérisé la diversification et l'expansion rapides des services financiers digitaux comme fournissant un accès au cré-

dit dont le besoin était criant, et poussant les banques traditionnelles à améliorer leurs services par la compétition – tous deux étant considérés comme contribuant positivement au développement du pays (Arner, Barberis et Buckley 2015)⁽⁷⁾. Cela reflète le discours du mouvement pour l'inclusion financière mondiale, qui promeut l'expansion de l'accès aux services financiers comme une stratégie afin de conférer davantage d'autonomie (*empower*) aux populations marginales et d'impulser un développement socio-économique par la base (*bottom-up*) (Sparreboom et Duflos 2012 ; Banque mondiale 2014)⁽⁸⁾. Les partisans de l'inclusion financière décrivent les fraudes et les abus associés à la finance digitale comme les accroc inévitables que connaît une industrie à la croissance rapide – des conséquences malheureuses auxquelles peuvent remédier une réglementation appropriée et des arrangements technocratiques, plutôt que comme les caractéristiques fondamentales d'un système financier commercial sur Internet. Ces résultats négatifs sont aussi vus comme un faible prix à payer afin de permettre à la sphère financière digitale chinoise de continuer à innover, un commentateur allant même jusqu'à affirmer :

Les innovations chinoises telles que l'imprimerie, la poudre à canon et l'aimant se sont répandues hors de Chine et ont changé fondamentalement le monde tel qu'il était alors. De façon similaire, les répercussions de l'âge d'or actuel de la finance sur Internet se feront très certainement sentir bien au-delà des frontières de la Chine⁽⁹⁾.

Ce qui est impliqué dans de telles affirmations est l'idée selon laquelle la Chine est à l'avant-garde d'une innovation financière sur Internet qui va façonner le monde pour le bien de celui-ci. Cependant, l'usage, apparemment par inadvertance, de la poudre à canon dans cette métaphore – une inven-

1. Josh Horwitz, « Alibaba's Customers Can Now Get a Loan Based on Their Online Shopping History », *Quartz*, 25 juin 2015, <https://qz.com/436889/alibabas-customers-can-now-get-a-loan-based-on-their-online-shopping-history> (consulté le 2 novembre 2017) ; « Banking and Finance in China: The Outlook for 2015 », *PwC*, février 2015, <https://www.pwchk.com/en/industries/financial-services/publications/banking-and-finance-in-china-the-outlook-for-2015.html> (consulté le 2 novembre 2017).
2. Pour des informations à jour sur le secteur du P2P chinois ainsi que sur les plateformes individuelles, voir : <http://shuju.wdzj.com/industry-list.html> (consulté le 2 novembre 2017).
3. Commission de régulation bancaire de Chine, ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information, Bureau de la sécurité publique et Office des technologies d'Internet et de l'information, « Wangluo jiedai xinxi zhongjie jigou yewu huodong guanli zhanxing banfa » (Mesures provisoires pour la gestion des activités commerciales des intermédiaires de prêts sur Internet), 17 août 2016, <http://www.miit.gov.cn/n1146295/n1146557/n1146624/c5218617/content.html> (consulté le 2 novembre 2017).
4. « Banking and Finance in China: The Outlook for 2015 », *PwC*, février 2015, *op. cit.* ; Gabriel Wildau, « China Curbs "Wild West" P2P Loan Sector », *Financial Times*, 5 avril 2017, <https://www.ft.com/content/b0e40438-fda7-11e6-8d8e-a5e3738f9ae4> (consulté le 2 novembre 2017).
5. Guo Jia, « Alibaba's Yu'e Bao Becomes World's Largest Money Market Fund », *SupChina* (blog), 28 avril 2017, <http://supchina.com/2017/04/28/alibabas-yue-bao-becomes-worlds-largest-money-market-fund-china-business-technology-news-april-28-2017> (consulté le 2 novembre 2017).
6. « Banking and Finance in China: The Outlook for 2015 », *PwC*, 2015, *op. cit.*
7. Peter Cai, « Alibaba's Yuebao Gives China's Banks a Rude Awakening », *The Australian*, 6 mars 2014, <http://at.theaustralian.com.au/link/2b13e82b935177db02bf2af0e1ff7723?domain=theaustralian.com.au> (consulté le 2 novembre 2017) ; Commission de régulation bancaire de Chine, ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information, Bureau de la sécurité publique et Office des technologies d'Internet et de l'information, « Wangluo jiedai xinxi zhongjie jigou yewu huodong guanli zhanxing banfa » (Mesures provisoires pour la gestion des activités commerciales des intermédiaires de prêts sur Internet), 2016, *op. cit.*
8. Bai Chengyu, « The Origin and Role of Inclusive Finance in China », *China Development Gateway* (blog), 6 juin 2016, http://en.chinagate.cn/2016-06/06/content_38610696.htm (consulté le 2 novembre 2017).
9. David Porteous, « The "Golden Age" of Digital Finance in China », *Digital Frontiers Institute* (blog), 9 février 2017, <https://digitalfrontiersinstitute.org/switch/component/easyblog/entry/2017/02/the-golden-age-of-digital-finance-in-china?Itemid=thought-leadership> (consulté le 2 novembre 2017).

tion qui de toute évidence a produit des résultats tyranniques – montre aussi l'aspect potentiellement négatif de cette innovation.

Cet article examine les manifestations « obscures » de l'innovation financière digitale en Chine et de son expansion. Pour ce faire, certains mécontentements et éléments d'oppression résultant de l'expansion rapide de l'inclusion financière digitale dans la Chine contemporaine sont analysés. Il est important de noter dès le début que l'analyse développée ci-après ne s'appuie pas sur des données empiriques de première main. Le présent travail vise plutôt à étendre une critique conceptuelle du discours et des pratiques de l'inclusion financière digitale en Chine en étayant, par des cas récents et très débattus d'exploitation, de fraude et d'extension de la surveillance des citoyens par l'État chinois, des perspectives critiques théoriquement informées. Le présent article est organisé comme suit : la section suivante expose le développement et les buts du mouvement mondial pour l'inclusion financière et souligne un nombre d'affirmations normatives faites quant aux bénéfices associés à l'extension de l'accès aux services financiers. Les sections trois, quatre et cinq détaillent trois exemples de manifestations « tyranniques » de l'inclusion financière digitale. Celles-ci ont en effet des conséquences négatives pour les personnes récemment incluses ainsi qu'un impact potentiellement indésirable pour la société et l'économie dans leur ensemble. La section six conclut l'article avec une réflexion sur les structures d'inégalités et d'exploitation qui se reproduisent par le biais des processus d'inclusion et en identifiant des domaines importants pour de futures recherches.

La promesse de l'inclusion financière

L'idée selon laquelle l'inclusion dans le système financier formel est intrinsèquement bénéfique provient de et coïncide avec l'expansion rapide et la popularisation du mouvement mondial de la microfinance durant le dernier demi-siècle. Le microcrédit moderne débuta avec des programmes de développement financés par les États-Unis en Amérique latine dans les années 1960, principalement dans le but de limiter les mouvements insurrectionnels d'extrême gauche. Néanmoins, la mythologie populaire de la microfinance situe les origines du mouvement dans les expériences de prêts aux populations pauvres du Bangladesh rural par Muhammad Yunus et la fondation de la Grameen Bank en 1983 (Bateman 2015 ; Yunus et Weber 2007). Au cours des années 1980, la Grameen et d'autres institutions microfinancières adoptèrent une approche de prêts aux populations pauvres (*poverty lending approach*) visant à proposer de petits crédits subventionnés aux populations pauvres sans accès au système bancaire par des prêts à responsabilité partagée, plutôt qu'en exigeant une garantie. Puisque les prêts étaient proposés à des taux plus bas que ceux du marché, ces fournisseurs initiaux de microfinance n'étaient pas soutenables financièrement et dépendaient de l'appui des fondateurs (Morduch 2008). Tout cela changea dans les années 1990 par un effort concerté – mené par la Banque mondiale, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et d'autres piliers de l'establishment néolibéral mondial – pour pousser les institutions de microfinance à pratiquer le recouvrement intégral des coûts (Bateman 2015, p. 6). Les partisans de cette nouvelle « approche par les systèmes financiers » avancèrent que les fournisseurs de microfinance devaient abandonner les taux d'intérêt subventionnés et adopter les bonnes pratiques commerciales. Cela allait constituer le fondement de la soutenabilité (et même de la profitabilité) qui leur permit d'intensifier leurs opérations et d'étendre les bienfaits de la microfinance à davantage de personnes (Robinson 2008 ; Rutherford 2006).

L'adoption généralisée de l'approche par les systèmes financiers et la transformation de la microfinance en une activité tournée vers le profit posèrent les fondations de la croissance rapide de ce secteur. Avec l'appui de personnes influentes et le soutien financier d'institutions consacrées au développement – telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et la Fondation Bill et Melinda Gates – la microfinance devint la forme d'intervention pour le développement la mieux financée et la plus populaire de tous les temps (Bateman 2010). Le FMI en particulier a trouvé dans la microfinance un outil utile pour adoucir ses programmes d'ajustement structurel (i.e. des mesures d'austérité) imposés aux pays à bas revenus ayant besoin d'aide financière (Weber 2004). La microfinance a alors été vue comme une proposition « gagnant-gagnant », tant elle était censée aider les plus pauvres tout en générant des opportunités de profit pour les investisseurs. Les vertus développementales prêtées à la microfinance furent exprimées en des termes hyperboliques : Yunus lui-même affirma qu'elle contribuerait à reléguer la pauvreté dans les musées en quelques décennies (Yunus et Weber 2007). Dans les années 2000, la microfinance était dans le monde la stratégie de développement *par excellence*, conduisant les Nations Unies à déclarer 2005 « Année internationale du microcrédit ». Un an plus tard, Yunus et la Grameen Bank recevaient le Prix Nobel de la Paix et Barack Obama remettait à Yunus la Médaille présidentielle de la liberté en 2009⁽¹⁰⁾.

Cependant, au milieu des années 2000 la microfinance fit l'objet d'un nombre croissant d'examen et de critiques, plusieurs études ne trouvant aucune preuve étayant les revendications de réduction de la pauvreté, tandis que des recherches mettaient en évidence le fait que le microcrédit pouvait en réalité nuire aux emprunteurs et saper le développement (Bateman 2010 ; Duvendack *et al.* 2011 ; Guérin, Morvant-Roux et Villarreal 2014 ; Guérin, Labie et Servet 2015 ; Mader et Sabrow 2015). La réputation du secteur de la microfinance fut davantage endommagée par une crise de grande ampleur dans l'Andhra Pradesh en Inde, qui entraîna une vague de suicides chez des emprunteurs surendettés (Taylor 2011). Cela eut pour effet un recalibrage et un changement d'image de marque de l'industrie de la microfinance, dont l'objectif évolua d'une réduction active de la pauvreté par de petits prêts à l'accent mis sur l'inclusion financière où l'extension de l'accès aux services financiers était dépeinte comme un résultat positif en soi. Comme la microfinance avant lui, le discours de l'inclusion financière reçut le soutien total des principales institutions de développement néolibérales ainsi que des grandes multinationales financières telles que MasterCard et Citibank. En 2014, l'inclusion financière avait remplacé la microfinance et constituait le principal objet d'attention du Global Financial Development Report de la Banque mondiale en 2014, où l'on pouvait lire : « L'inclusion financière constitue un sujet central, compte tenu de ses implications pour réduire la pauvreté et accélérer une prospérité partagée » (Banque mondiale 2014, p. xi). Ce déplacement vers la promotion de l'inclusion financière signale le plein adoubement d'une approche de la finance développementale orientée vers le profit. Sa justification était la création de conditions nécessaires pour permettre aux institutions financières commerciales d'accroître leurs activités et d'atteindre davantage de clients. Ces objectifs sont explicités dans un rapport publié par le Consultative Group to Assist the Poor (CGAP), dans lequel Elizabeth Littlefield (PDG du CGAP) affirme (Helms 2006, p. 5) :

10. Thomas Frank, « Nor a Lender Be », *Harper's Magazine*, 19 février 2016, <https://harpers.org/blog/2016/02/nor-a-lender-be> (consulté le 2 novembre 2017).

Nous avons contribué à pousser la microfinance au-delà des salles de conférence des agences d'aide au développement pour atteindre les salles de conseil d'administration des banques d'affaires et des responsables politiques [...] jusqu'ici les résultats sont époustouflants. Là où les petits projets de microcrédit hautement subventionnés représentaient la norme, des centaines de prestataires de microfinance rentables et épousant toutes les formes institutionnelles proposent maintenant un large éventail de services financiers.

Ce long voyage d'une fourniture de microcrédits subventionnés à une campagne mondiale concertée pour étendre l'accès aux services financiers commerciaux à chacun des habitants de la planète pourrait apparaître comme une dérive par rapport à la mission initiale, mais il repose sur un postulat central : à savoir que l'inclusion dans le système financier formel est intrinsèquement bénéfique. Ce postulat se fonde sur l'observation qu'« il y a une corrélation directe entre l'exclusion financière et la pauvreté » (IFAD 2001, p. 8). Ainsi, par extension, l'inclusion est corrélée avec l'opposé de la pauvreté – la prospérité. Les partisans de l'inclusion financière concèdent qu'étendre la fourniture de services financiers commerciaux « à tout prix » peut avoir des effets négatifs immédiats et « peuvent en réalité exacerber l'instabilité financière et économique » (Banque mondiale 2014, p. xi). Néanmoins, les résultats sous-optimaux sont attribués à une absence de suivi des « bonnes pratiques » et sont par conséquent considérés comme une conséquence exceptionnelle à laquelle une réglementation technocratique peut remédier. Les technologies digitales sont vues comme l'un des moyens clés pour réduire ces risques en « accroissant la sécurité financière » (Banque mondiale 2014, p. 3), et la finance sur Internet est au cœur de cet agenda d'inclusion financière. Selon le Global Partnership for Financial Inclusion (GPFI) :

La finance digitale, l'une des plus grandes innovations facilitant l'inclusion financière de cette décennie, incluant le paiement par téléphone portable, les transactions bancaires par Internet, le prêt en P2P, l'assurance en ligne, le *crowdfunding*, etc., est parvenue à améliorer avec succès l'accès à la finance des plus pauvres, des personnes âgées, des jeunes, des femmes, des agriculteurs, des PME et d'autres groupes sous-dotés⁽¹¹⁾.

Comme l'indique Philip Mader, la stratégie de l'inclusion financière n'est pas fondée sur des preuves concrètes de sa capacité à accomplir des résultats spécifiques en termes de développement, par exemple une réduction de la pauvreté (Mader 2016b). Elle est plutôt basée sur un déverrouillage du potentiel développemental en donnant de nouvelles opportunités aux personnes exclues du système bancaire. En particulier, le discours de l'inclusion financière bénéfique est enraciné dans trois promesses. La première est que l'inclusion dans le système financier formel confère davantage d'autonomie aux personnes exclues du système bancaire, leur permettant de se tirer vers le haut par leurs propres moyens. Selon les mots du CGAP (Helms 2006, p. xi) :

Nous avons vu le pouvoir de cascade de la microfinance. Nous avons vu comment l'accès aux services de prêts et de dépôts a permis à [empowered] des millions de personnes de sortir de la pauvreté par leurs propres moyens.

La deuxième promesse est que cette autonomisation sert aussi à générer plus de liberté en démocratisant l'accès aux services financiers et en déli-vrant les marginaux d'une existence d'exclusion. En effet, Yunus a fréquemment parlé de l'exclusion financière comme d'un « apartheid financier » et du crédit comme d'un droit humain fondamental, établissant ainsi une équivalence entre le manque d'accès aux services financiers formels et les systèmes de racisme et d'oppression (Mader 2015 ; Yunus et Weber 2007, p. 49). La troisième promesse est qu'élargir l'accès aux services financiers entraîne une croissance économique plus grande par un développement depuis la base qui a des retombées positives pour la société dans son ensemble. Selon les mots de Yunus (Yunus et Weber 2007, p. 56) :

Le microcrédit enclenche les moteurs économiques des populations marginalisées de la société. Lorsqu'un grand nombre de ces petits moteurs commencent à fonctionner, le terrain est libre pour de grandes choses.

L'inclusion financière est aussi devenue une stratégie de développement clé en Chine. La microfinance y a gagné en popularité en tant qu'outil de développement dans le pays dans les années 1990, avec la création de plusieurs ONG de microfinance et l'incorporation du microcrédit dans les politiques gouvernementales de développement. Si le secteur chinois de la microfinance est demeuré mince comparé à d'autres pays – principalement en raison des règles restreignant la prestation de services financiers par les ONG – les programmes de microcrédit gérés par le gouvernement visent à fournir des prêts pour une réduction de la pauvreté, à destination des paysans et des ouvriers licenciés ont connu une croissance rapide (Park et Ren 2001 ; Tsai 2004). Au début des années 2000, le gouvernement chinois a initié un programme dans le cadre duquel toutes les coopératives de crédit rurales (plus de 30 000 succursales au total) ont été tenues de consacrer au moins 60 % de leur capital de prêt au microcrédit subventionné, en faisant l'une des plus vastes initiatives de microcrédit du monde (Loubere 2016). En 2005, l'Association chinoise de microfinance (CAM) a été fondée au sein de l'Académie chinoise des sciences sociales (CASS) avec un soutien financier de Citibank et d'autres institutions financières multinationales. La CAM et d'autres défenseurs de la microfinance en Chine ont identifié l'usage répandu de services financiers informels dans les régions rurales pauvres comme un obstacle aux efforts de développement. Ils menèrent ainsi une campagne de lobbying pour la dérégulation afin de permettre aux institutions financières commerciales de pénétrer le marché rural (Sparreboom et Duflos 2012). En particulier, les partisans de la microfinance firent pression pour la libéralisation des taux d'intérêt et la privatisation des droits fonciers en vue d'une utilisation comme nantissement (OCDE 2003). En 2006 et 2007, cette action de lobbying porta en partie ses fruits avec la légalisation de deux nouveaux types d'institutions financières – les Banques de bourgs et de cantons (Village and Township Banks, VTBs) et les entreprises de microprêts (Microloan Companies, MLCs) – qui furent autorisées à prêter à des taux d'intérêt plus élevés. Ce mouvement ouvrit le secteur financier rural aux activités bancaires commerciales, et de grandes banques d'envergure mondiale telles que HSBC et Citibank créèrent des succursales à travers le pays (Loubere et Zhang 2015). Le terme d'*inclusion financière* a été importé en Chine en 2005 à la suite de sa popularisation mondiale. Il a été

11. « China 2016 Priorities Paper », *Global Partnership for Financial Inclusion*, 2016, <http://www.gpfi.org/publications/global-partnership-financial-inclusion-gpfi-china-2016-priorities-paper> (consulté le 2 novembre 2017).

traduit à partir de documents de la Banque mondiale par Bai Chengyu (le secrétaire général de la CAM) en *puhui jinrong* 普惠金融. Bai suggère que la traduction chinoise se réfère en réalité à la « finance inclusive », qui implique de porter son attention sur le système dans son ensemble, plutôt que sur les prestataires ou les services. Cela a peut-être pour fin de laisser la porte ouverte à un plus grand rôle gouvernemental dans la coordination du système financier inclusif. Le boom de la finance sur Internet en Chine a aussi été incorporé dans les stratégies d'inclusion financière. Selon les mots de Bai :

La finance inclusive et la finance sur Internet ont beaucoup en commun : elles sont ouvertes, inclusives et égalitaires. La finance en ligne atteint les confins du secteur financier et accroît l'inclusion financière, tandis que celle-ci sert de guide de pratiques pour les financements effectués sur Internet ⁽¹²⁾.

Le discours de l'inclusion financière a été explicitement relié aux autres agendas développementaux du gouvernement chinois. En 2015, le Conseil des affaires de l'État de la République populaire de Chine (RPC) a rendu public son premier plan national stratégique pour promouvoir l'inclusion financière, qui a été approuvé par le groupe dirigeant chargé de l'approfondissement général des réformes (présidé par Xi Jinping). Le document identifie l'inclusion financière comme un élément fondamental dans la réalisation de la « société de la petite prospérité » (*xiaokang shehui* 小康社会) et s'engage à laisser les forces du marché mener ce mouvement, sous la conduite du gouvernement. Il établit aussi un lien entre la finance sur Internet et l'agenda de la finance inclusive, mettant en évidence l'importance de l'« application des technologies aux institutions financières [...] [et] amener Internet à promouvoir le développement de l'inclusion financière » ⁽¹³⁾. Le Document numéro un du gouvernement de 2017 (*yihao wenjian* 一号文件) a également mis l'accent sur l'importance d'étendre l'inclusion financière digitale pour la promotion du développement rural :

Nous devons encourager un usage actif des technologies d'Internet par les institutions financières afin de proposer des microdépôts, des microprêts, des paiements, des règlements, des assurances et d'autres types de services financiers aux agriculteurs ⁽¹⁴⁾.

Bien que beaucoup ait été écrit au sujet de la répression gouvernementale sur les prestataires financiers sur Internet en 2016, il est utile de noter que les politiques publiques ont continué à soutenir ce secteur et ont laissé d'importantes marges de manœuvre pour la poursuite de son développement ⁽¹⁵⁾. Le gouvernement chinois a également fait savoir par d'autres canaux son soutien à l'agenda de l'inclusion financière digitale. Le Premier ministre Li Keqiang a par exemple assisté au lancement de la WeBank de Tencent. Il y aurait déclaré que le développement de la banque sur Internet allait « faire baisser les coûts pour les petits clients et leur apporter des bénéfices pratiques, tout en obligeant les institutions financières traditionnelles à accélérer les réformes » ⁽¹⁶⁾.

Avec un tel encouragement venu d'en haut, les entreprises de finance sur Internet ont été promptes à intégrer le langage et le symbolisme de l'inclusion financière dans leurs stratégies marketing, formulant ainsi leurs activités commerciales comme étant largement bénéfiques pour la société. Le site d'Ant Financial affirme par exemple :

Avec l'aide du *big data*, du *cloud computing* et d'autres technologies, les utilisateurs peuvent bénéficier d'un égal accès aux services financiers. Cela étend grandement la portée des services financiers inclusifs ⁽¹⁷⁾.

Une série de photographies y est aussi présentée, chacune avec sa propre histoire, montrant les différents types de personnes qui bénéficient de l'accès étendu aux services financiers proposés par l'entreprise – dont des entrepreneurs, des voyageurs, des agriculteurs, des travailleurs en freelance et de jeunes diplômés d'université. CreditEase – l'une des plus grandes entreprises de P2P du pays – décrit également ses activités comme relevant de l'inclusion financière sur son site Internet et a même incorporé le terme chinois pour désigner la finance inclusive dans son nom : *yixin puhui* 宜信普惠 ⁽¹⁸⁾.

Prêt inclusif et (dis)empowerment

Si les débats autour de l'essor de la finance en ligne chinoise et l'expansion de l'inclusion financière digitale qui y est associée ont été largement formulés en termes positifs, il existe par ailleurs plusieurs exemples très médiatisés de résultats négatifs relatifs à l'accès accru aux services financiers. L'un des facteurs de mécontentement les plus visibles ces dernières années a été l'irruption du scandale de l'emprunt « nu » (*luotiao jiedai* 裸条借贷) à l'été 2016. En juin, certains médias en Chine et à l'étranger rapportèrent qu'il avait été demandé à des étudiantes qu'elles fournissent des photos d'elles nues avec les coordonnées détaillées de leurs amis et des membres de leur famille comme gages pour des prêts à hauts taux d'intérêt contractés sur la plateforme de P2P Jiedaibao ⁽¹⁹⁾. Lorsque les étudiantes n'étaient pas en mesure de rembourser, elles étaient forcées de prendre des prêts supplémentaires à des taux plus usuriers encore. Si elles ne collaboraient pas, les créanciers menaçaient de publier en ligne leurs photos et de les envoyer à leurs familles et connaissances. D'autres reportages sur le sujet révélèrent que cette pratique n'était pas limitée à Jiedaibao mais était répandue sur un grand nombre d'autres plateformes de P2P. Les usagers digitaux étaient en réalité des intermédiaires levant des fonds auprès de différentes sources avant de prêter à des étudiants en difficulté finan-

12. Bai Chengyu, « The Origin and Role of Inclusive Finance in China », *op. cit.*
13. Conseil des affaires de l'État, « Guowuyuan guanyu yinfa tuijin puhui jirong fazhan guihu (2016—2020 nian) de tongzhi » (Avis du Conseil des affaires de l'État sur la publication et la promotion du Plan pour le développement de l'inclusion financière 2016-2020), 31 décembre 2015, http://www.gov.cn/zhengce/content/2016-01/15/content_10602.htm (consulté le 2 novembre 2017).
14. Conseil des affaires de l'État, « Guowuyuan guanyu shenru tuijin nongye gongjice jigou xing gaige jiakuai peiyu nongye nongcun fazhan xin dongneng de ruogan yijian » (Plusieurs avis du Conseil des affaires de l'État sur l'approfondissement de la promotion de la réforme structurelle de l'offre agricole et l'accélération de l'adoption d'une nouvelle énergie motrice pour le développement agricole et rural), 31 décembre 2016, http://news.xinhuanet.com/politics/2017-02/05/c_1120413568.htm (consulté le 2 novembre 2017).
15. Commission de régulation bancaire de Chine, ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information, Bureau de la sécurité publique et Office des technologies d'Internet et de l'information, « Wangluo jiedai xinxi zhongjie jigou yewu huodong guanli zhanxing banfa » (Mesures provisoires pour la gestion des activités commerciales des intermédiaires de prêts sur Internet), 2016, *op. cit.*
16. « Banking and Finance in China: The Outlook for 2015 », *PwC*, 2015, *op. cit.*, p. 38.
17. Voir la page d'accueil du site d'Ant Financial : <https://www.antfin.com/brand.htm> (consulté le 2 novembre 2017).
18. Voir la page d'accueil du site de CreditEase : <http://www.yixin.com> (consulté le 2 novembre 2017).
19. « "Luotiao" jiedai jingxian daxuesheng quanti, bu huan qian bei weixie gongbu luozhao » (Le prêt « nu » chez les étudiants d'université, avec la menace que les photos soient publiées si le prêt n'est pas remboursé), *Southern Metropolis Daily*, 13 juin 2016, <http://m.mp.oeeee.com/a/BAAFRD0000201606136604.html> (consulté le 2 novembre 2017).

cière (Loubere 2017) ⁽²⁰⁾. Aussi scandaleux que cela puisse paraître, l'usage de photos de nu afin de garantir des prêts en ligne n'était pas illégal lors de l'écriture de ces lignes, tant que les photos n'étaient pas effectivement publiées. S'il s'agit d'un exemple extrême du potentiel d'exploitation d'autrui de l'inclusion financière digitale, il n'en met pas moins en lumière l'absence de protections légales des débiteurs. En effet, les règles récentes ne spécifient pas ce qui peut et ne peut pas être utilisé comme garantie de prêts, laissant aux plateformes la liberté de trouver des manières « innovantes » de réduire les risques ⁽²¹⁾.

Une fois prisonnières d'un cycle d'endettement et menacées de voir les photos d'elles nues rendues publiques, les étudiantes sont impuissantes entre les mains des usuriers digitaux – transformées en sujets subordonnés de choix pour être exploitées. Il en a résulté que certaines jeunes femmes ont été forcées de se prostituer, parfois auprès des usuriers eux-mêmes ou ont été recrutées comme maîtresses contre rémunération ⁽²²⁾. Plusieurs étudiants se sont également suicidés ou bien sont portés disparus en raison de leur surendettement, d'autres encore ont reçu des menaces de la part d'entreprises de collecte de dettes, chargées par les plateformes de prêts de recouvrer leur argent ⁽²³⁾. Le gouvernement a depuis interdit les prêts en ligne aux étudiants et donné instruction aux banques étatiques de proposer à nouveau des prêts étudiants à des taux subventionnés – une pratique qui avait été suspendue durant les 18 années précédentes ⁽²⁴⁾. Comme il a été mentionné plus haut, le gouvernement a aussi promulgué de nouvelles règles radicales afin de contrôler ce type d'abus. Il a cependant laissé de nombreuses zones grises qui sont autant d'espaces de liberté pour ceux dotés d'un *esprit entrepreneurial* suffisamment aigu pour continuer à identifier de nouvelles façons de réaliser des profits et de pousser plus en avant le développement de l'industrie financière sur Internet (Loubere 2017).

Cette interdiction peut certes limiter à l'avenir les scandales très médiatisés d'étudiants victimes d'usuriers digitaux. Néanmoins, elle ne mettra pas fin au problème qui est au cœur du scandale : à savoir que, afin de fournir des crédits aux personnes marginales représentant un risque de solvabilité, les créanciers dont les opérations sont fondées sur des principes de maximisation du profit chercheront des moyens d'assurer un remboursement ou d'extraire de leurs débiteurs quelque chose de valeur similaire (ou plus grande) en cas de défaut de paiement. Pour cette raison, cet exemple constitue une faille fondamentale dans le récit des bénéficiaires de l'inclusion financière. Le scandale des emprunts « nus » relève assurément de l'inclusion renforcée puisqu'avant l'expansion rapide du secteur du P2P les étudiants n'étaient pas autorisés à obtenir des prêts de la part des banques officielles. Cela relève également de l'autonomisation – seulement cette autonomisation ne concerne pas les étudiants précédemment exclus, mais plutôt leurs créanciers. En effet, l'un des vrais bénéficiaires d'un système financier plus inclusif est l'usurier digital. Sa capacité à y participer est une conséquence de la libéralisation de la sphère financière en Chine. Par conséquent, ces créanciers digitaux récemment « inclus » doivent être compris comme naviguant sur les frontières en expansion de l'inclusion financière – dans ce cas-ci transformant l'endettement en de nouveaux leviers de contrôle afin de gagner littéralement un pouvoir sur les corps de leurs débiteurs. Cet exemple va à l'encontre du mythe de l'inclusion financière comme un grand égalisateur, montrant au contraire que l'inclusion tend à reproduire et même à renforcer les relations inégales de pouvoir, au lieu de les réduire (Taylor 2012).

(Anti)développement inclusif

L'inclusion dans le monde évoluant à grande vitesse de la finance en ligne engendre également une variété d'autres risques pour les consommateurs et l'économie de façon plus large. Il a été estimé qu'environ un tiers des prêteurs en P2P sont en difficulté financière, et depuis 2011 des milliers de plateformes de P2P ont fait faillite, dans de nombreux cas en raison de pratiques frauduleuses (Jingu 2016) ⁽²⁵⁾. Certaines menaient des opérations de très grande envergure – comme Ezubao, qui avait attiré plus de 70 milliards de yuans provenant de près d'un million d'individus ayant investi de l'argent en croyant qu'il serait prêté, produisant d'importants retours sur investissement. En réalité, le fondateur d'Ezubao détournait une importante partie des fonds pour son usage personnel. Lorsque la plateforme fit faillite, ce sont ces investisseurs qui perdirent leur argent. Les plateformes de P2P comme Ezubao ont réussi à attirer des investisseurs pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elles promettent des taux d'intérêt bien plus élevés que ceux proposés par les institutions financières traditionnelles. Deuxièmement, de nombreux investisseurs semblent assimiler les plateformes de P2P avec le secteur financier traditionnel (garanti implicitement par l'État) et ne se rendent pas pleinement compte des risques encourus. Conscient de cette situation, Ezubao avait déployé beaucoup d'efforts pour se parer du symbolisme et de la légitimité étatiques. L'entreprise diffusait des publicités sur CCTV, usant d'un langage à la tonalité officielle sur son site et allant jusqu'à organiser son meeting annuel dans le palais de l'Assemblée populaire en 2015 (Albrecht *et al.* 2017 ; Loubere 2017) ⁽²⁶⁾. C'est pourquoi l'effondrement de Ezubao fut un choc aux yeux de tous ceux qui croyaient qu'elle jouissait du soutien et de l'appui du gouvernement, à la manière des institutions financières classiques.

Ce type d'escroquerie n'est pas seulement une menace pour les consommateurs individuels récemment « inclus » qui furent victimes de cette opération d'investissement frauduleuse. Elle représente plus largement une menace pour la stabilité financière car les nouvelles règles officielles exigent des plateformes de prêt sur Internet que celles-ci déposent leurs fonds dans des banques enregistrées officiellement, les conduisant ainsi à être davan-

20. Nathan Jubb, « Desperate Students Secure Loans With Naked Photos », *Sixth Tone*, 14 juin 2016, <http://www.sixthtone.com/news/desperate-students-secure-loans-naked-photos> (consulté le 2 novembre 2017) ; Stuart Leavenworth, « China's "Naked Loans" Force Female Students to Bare All in Return for More Cash », *The Guardian*, 15 juin 2016, <https://www.theguardian.com/world/2016/jun/15/chinas-naked-loans-force-female-students-to-bare-all-in-return-for-more-cash> (consulté le 2 novembre 2017).
21. Commission de régulation bancaire de Chine, ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information, Bureau de la sécurité publique et Office des technologies d'Internet et de l'information, « Wangluo jiedai xinxi zhongjie jigou yewu huodong guanli zhanxing banfa » (Mesures provisoires pour la gestion des activités commerciales des intermédiaires de prêts sur Internet), 2016, *op. cit.* ; Banque populaire de Chine, 2015, « Guanyu cujin hulianwang jinrong jiankang fazhan de zhidao yijian » (Avis directeurs sur la promotion d'un développement sain de la finance sur Internet).
22. Guo Yiming, « College Girls Fall Prey to "Naked Loan" », *China.org.cn* (blog), 1er octobre 2016, http://www.china.org.cn/china/2016-10/01/content_39408034.htm (consulté le 2 novembre 2017).
23. Dong Heng, « Online Lenders Seduce College Kids », *Sixth Tone*, 21 avril 2016, <http://www.sixthtone.com/news/762/loan-need-trap-indeed> (consulté le 2 novembre 2017) ; Liang Chenyu, « Student With \$49,000 Debt Leaves Farewell Note, Goes Missing », *Sixth Tone*, 12 mai 2017, <http://www.sixthtone.com/news/1000190/student-with-%2449%2C000-debt-leaves-farewell-note%2C-goes-missing> (consulté le 2 novembre 2017).
24. « China Bans Online Loans to College Students », *China Daily*, 20 juin 2017, http://www.china-daily.com.cn/china/2017-06/20/content_29811721.htm (consulté le 2 novembre 2017).
25. Gabriel Wildau, « China Curbs "Wild West" P2P Loan Sector », *Financial Times*, 5 avril 2017, <https://www.ft.com/content/b0e40438-fda7-11e6-8d8e-a5e3738f9ae4> (consulté le 2 novembre 2017).
26. Neil Gough, « Ponzi Scheme in China Gained Credibility From State Media », *The New York Times*, 5 février 2016, <http://www.nytimes.com/2016/02/06/business/dealbook/alleged-china-ponzi-scheme-ezubao.html> (consulté le 2 novembre 2017).

tage intégrées dans le secteur financier formel. En outre, les prêteurs en P2P établissent de plus en plus de partenariats avec les banques et intègrent leurs plateformes au sein des activités des banques d'affaires (Deer, Mi et Yu 2015 ; Loubere 2017). Si cette formalisation du secteur du P2P va sans doute limiter les cas de fraudes les plus audacieuses, la capacité des créanciers en P2P à générer de plus grands profits va aussi certainement amener les institutions financières traditionnelles à adopter de nouveaux comportements, souvent plus risqués. Les crises financières ont montré par le passé que ce sont les plus pauvres et les membres les plus vulnérables de la société qui sont affectés de façon disproportionnée par les cycles essor-crise associés à l'expansion rapide de prêts commerciaux agressifs non réglementés. En particulier l'exemple de l'écroulement des secteurs microfinanciers en Inde et en Afrique du Sud montre le potentiel des initiatives pour l'inclusion financière à se transformer rapidement en de véritables bulles géantes alimentées par des prêts à haut risque, dont les effets sont terribles pour ceux qui se trouvent en bas de la pyramide (Bateman 2014 ; Mader 2015 ; Taylor 2011).

Tandis que ces exemples médiatisés de fraude représentent une forme d'extraction illégale et de vol de ressources d'investissement, l'expansion du secteur de la finance en ligne donne aussi naissance à des formes légalement sanctionnées d'extraction de ressources dans les zones et chez les personnes marginales. En effet, le secteur financier d'affaires remplit la fonction d'attirer des ressources et de les allouer par l'investissement aux lieux les plus « productifs ». Ces havres de productivité sont situés dans les zones les plus prospères, aux infrastructures développées et aux opportunités d'investissement sûres pour quelques privilégiés. Par conséquent, cet élargissement de la portée du système financier commercial en ligne tourné vers des zones et des personnes plus marginales permet la financiarisation et l'extraction de leurs ressources, qui sont limitées, pour un usage comme capital d'investissement dans les zones non marginales. Ceci représente une forme subtile d'accumulation par la dépossession bâtie au sein du système financier lui-même (Harvey 2007 ; James 2014).

Or, si ces processus d'extraction sous-jacents avaient déjà été exacerbés par la libéralisation et l'orientation commerciale des institutions financières chinoises durant la décennie passée (Loubere et Zhang 2015), ils ont été considérablement accélérés par la recherche sans vergogne du profit chez ceux qui ont participé au boom de la finance sur Internet. Par exemple, des recherches ont illustré le fait que les systèmes de paiement électronique – comme Alipay et WeChat Pay – facilitent les transferts de richesse des segments pauvres de la société vers les segments riches à travers des processus cumulatifs (Mader 2016b). La prédominance de ces prestataires de services de paiement privés sur le marché chinois – ils représentent 60 % de tous les paiements en ligne – réduit aussi les marges de profit des banques du secteur formel (pour l'essentiel détenues par l'État) qui ne reçoivent qu'une fraction des frais de transaction⁽²⁷⁾.

De plus, le secteur financier traditionnel, dominé par l'État, se voit bousculé par la myriade de fonds d'investissement en ligne mis en place par les géants d'Internet tels que Yu'eobao⁽²⁸⁾. Ces fonds proposent de plus hauts rendements que les taux plafonnés des banques d'État. Ils sont également liquides, permettant aux investisseurs de retirer de l'argent à tout moment et même d'utiliser leurs fonds pour effectuer des paiements en ligne⁽²⁹⁾. Ils ont par conséquent attiré d'importantes quantités de capitaux qui auraient été, à une époque antérieure, épargnés dans les banques d'État et utilisés pour financer des projets d'investissement, souvent dans les entreprises étatiques. De nombreux commentateurs estiment qu'il s'agit d'une perturba-

tion nécessaire, car ils considèrent que la mainmise des banques d'État chinoises sur le système financier nuit au développement du pays (Ong 2012). Ils avancent que le succès des prestataires chinois de services financiers en ligne « montre ce dont les entrepreneurs chinois sont capables lorsque le gouvernement s'écarte de leur chemin »⁽³⁰⁾.

Pour autant, le miracle économique des années 1980 et 1990 ne peut être attribué à la seule libération de l'esprit entrepreneurial du peuple chinois. Il résulte plutôt de l'action des banques et des coopératives de crédit, canalisant l'investissement vers les entreprises d'État et les entreprises de bourgs et de cantons (TVEs), générant de l'emploi à une grande échelle (Bateman 2010 ; Loubere et Zhang 2015). Il doit aussi être rappelé que le système financier chinois, tel qu'il se trouve aujourd'hui sous l'égide de l'État, trouve son origine dans l'effort de créer des conditions financières moins prédatrices par l'expulsion hors du secteur financier des usuriers locaux et du grand capital après la fondation de la RPC en 1949 (Cheng 2006). En effet, c'est exactement cette symbolique d'un secteur financier stable et non-exploiteur que Ezubao a tenté de récupérer afin de tromper les investisseurs avant son effondrement spectaculaire. En partant de cette perspective, il est possible d'affirmer, comme l'a fait le commentateur de CCTV Niu Wenxin, que les fonds d'investissement en ligne sont des « parasites financiers » qui « profitent de la hausse des coûts économiques pour toute la société »⁽³¹⁾.

Au cœur du concept de l'inclusion digitale comme moteur d'un développement bénéfique se trouve un changement fondamental dans la pensée développementale en Chine, ainsi qu'une restructuration de la relation entre l'État et ses citoyens. Dans les années 1980 et le début des années 1990, les programmes de développement se focalisaient largement sur les transferts de ressources afin de remédier directement à la pauvreté et à la marginalisation, notamment dans les campagnes. Néanmoins, en 1994, le microcrédit devint la composante principale de la stratégie phare de développement du gouvernement – le Programme national 8-7 de réduction de la pauvreté (*guojia baqi fupin gongjian jihua* 国家八七扶贫攻坚计划) – dans une tentative d'obtenir un développement plus soutenable financièrement (Tsai 2004). Ainsi, en tant qu'approche du développement, les prêts et les dettes remplacèrent les transferts directs de ressources du centre vers les marges. La restructuration massive des entreprises d'État chinoises à la fin des années 1990 a elle aussi été suivie d'un nouveau programme de microcrédit visant à amener les dizaines de millions d'ouvriers licenciés à s'aider eux-mêmes par l'activité entrepreneuriale (Loubere 2016). Cela n'a pas seulement eu des implications sérieuses pour les individus concernés, poussés hors des emplois stables du « bol de riz en fer » vers des activités entrepreneuriales précaires et facteurs d'endettement. Cela a également représenté un abandon de la stratégie de développement chinoise, pourtant couronnée de succès, fondée sur le soutien des grandes entreprises capables de donner du travail à de larges pans de la société. Comme le souligne Aneel Karnani : « Si les sociétés prennent au sérieux l'aide aux plus pauvres, elles doivent

27. « Banking and Finance in China: The Outlook for 2015 », PwC, 2015, *op. cit.*

28. Neil Gough, « Tops in E-Commerce, Alibaba Is Now Taking On China's Banks », *The New York Times*, 18 septembre 2014, <https://dealbook.nytimes.com/2014/09/18/tops-in-e-commerce-alibaba-is-now-taking-on-chinas-banks/> (consulté le 2 novembre 2017).

29. « Banking and Finance in China: The Outlook for 2015 », PwC, 2015, *op. cit.*

30. Peter Cai, « Alibaba's Yuebao Gives China's Banks a Rude Awakening », *The Australian*, 6 mars 2014, <http://at.theaustralian.com.au/link/2b13e82b935177db02bf2af0e1ff7723?domain=theaustralian.com.au> (consulté le 2 novembre 2017).

31. « Fangs Are Out After "Vampire" Slur on Online Funds », *Shenzhen Daily*, 25 février 2014, http://szdaily.sznews.com/html/2014-02/25/content_2787119.htm (consulté le 6 juillet 2017).

arrêter d'investir dans la microfinance et soutenir des industries de grande taille, à forte intensité en main-d'œuvre » (Karnani 2007, p. 34).

La clé de cette renégociation de l'accès à l'emploi et à la sécurité sociale dans la Chine d'aujourd'hui consiste en un transfert néolibéral de la responsabilité de l'État sur un entrepreneur individuel mythique. L'inclusion financière sous-entend qu'il n'incombe plus à l'État et aux autres acteurs du développement de produire des *résultats* développementaux. Leur responsabilité se situe plutôt dans le fait de donner des *opportunités* développementales en favorisant l'entrepreneuriat (Mader 2016b). Cela est sous-tendu par l'idée que les personnes marginales sont d'une certaine façon responsables de leur propre appauvrissement car elles prennent de plus mauvaises décisions économiques que les non-marginaux (Banque mondiale 2015) ⁽³²⁾. L'accès accru aux services financiers – souvent associé avec une plus grande connaissance de la finance – est donc conçu comme leur offrant l'opportunité de prendre de meilleures décisions. De cette façon, l'inclusion financière ne devrait pas être vue comme induisant essentiellement un développement socio-économique depuis la base, comme le suggèrent ses partisans. Elle sert à déplacer la responsabilité du développement sur les plus pauvres eux-mêmes, séparant ainsi cette situation de marginalité de ses origines historiques et contextuelles. Cela signifie que « les pauvres peuvent une fois de plus être facilement rendus responsables de leur propre pauvreté » (Bateman 2015, p. 16-17), libérant les non-marginaux de toutes obligations autres qu'identifier des manières d'inclure les zones et les personnes marginales dans l'économie – en retirant au passage quelques bénéficiaires. Cela reflète les changements dans la pensée développementale chinoise, s'éloignant d'une approche paternaliste guidée par l'État pour se focaliser sur l'autosuffisance par le biais d'une « modernisation humaniste » (*rende xiandaihua* 人的现代化) et la promotion d'une « économie du partage » qui permettront aux individus de s'aider les uns les autres et de s'aider eux-mêmes, grâce à davantage d'esprit entrepreneurial (Loubere 2016) ⁽³³⁾.

Surveillance inclusive

Les partisans du récit de l'inclusion financière décrivent ce glissement de la responsabilité vers l'individu comme l'expansion intrinsèquement démocratique de la liberté. Cependant, si nous examinons attentivement les promesses de l'accès accru aux ressources et aux services financiers, il devient clair que cela ne comprend qu'un type spécifique de liberté – celle de s'engager dans des activités entrepreneuriales et de consommation au sein du système néolibéral. Il devient aussi évident que cette liberté a le potentiel d'éroder substantiellement ou de contraindre d'autres formes de liberté – particulièrement dans la sphère digitale.

Dans le cas de la Chine, le soutien du gouvernement à l'industrie en plein essor de la finance sur Internet et plus généralement sa promotion de l'inclusion financière est explicitement lié au projet plus large de générer une nation « plus civilisée » par l'amélioration de la « qualité » (*suzhi* 素质) naturelle, psychologique et sociale de ses citoyens (Barmé et Goldkorn 2013). L'un des principaux composants de ce projet de civilisation est la construction d'un système national de « crédit social » (*geren chengxin tixi* 个人诚信体系) dans le but de « bâtir un environnement de confiance » dans la société ⁽³⁴⁾. Le système ainsi proposé rassemblerait les données personnelles et attribuerait aux citoyens et aux entreprises des notes fondées sur leurs activités économiques et sociales, incitant ainsi à un bon comportement en « accordant des avantages aux personnes dignes de confiance et en disqualifiant celles qui ne le sont pas », et en « laissant l'intégrité devenir une

valeur sociale répandue » ⁽³⁵⁾. Ainsi la fiabilité (*shouxin* 守信) et l'intégrité (*chengxin* 诚信) sont explicitement reliées à la solvabilité (*xinyong* 信用) financière. À l'instar de la plupart des propositions de politiques publiques chinoises, le gouvernement central reste vague sur la manière dont les notes seront attribuées ou quelles seront les conséquences exactes d'une bonne ou d'une mauvaise note. Néanmoins, un ensemble d'opinions mises en avant par le Comité central du PCC et le Conseil des affaires de l'État contiennent des suggestions des types de punitions pour les personnes peu dignes de confiance (dont les scores sont les plus bas), telles que des restrictions d'accès au crédit, à des formes de consommation ostentatoire et à certains emplois, ainsi que l'inéligibilité à des titres tels que celui de « ménage civilisé » (*wenming jiating* 文明家庭) (Loubere 2017) ⁽³⁶⁾.

Plus de 30 gouvernements de rang préfectoral mènent déjà différents projets-pilotes de systèmes de « crédit social ». Il est intéressant de noter que le gouvernement central a déjà autorisé également huit entreprises d'Internet à mener leurs propres projets-pilotes en utilisant des données collectées volontairement (pour l'instant) auprès de leurs utilisateurs. L'exemple le plus connu est Sesame Credit, opéré par Ant Financial (qui appartient à Alibaba Group). Sesame Credit utilise les données en ligne de consommateurs générées par Alipay, qui contrôle 80 % du marché du paiement en ligne en Chine. Cela permet à Sesame Credit de calculer des notes en utilisant des algorithmes opaques prenant en compte différents aspects des comportements d'achat, avec l'implication évidente que davantage d'achats effectués avec Alipay tendront à améliorer le score de quelqu'un. Ce système est déjà en fonctionnement et Sesame Credit est en partenariat avec plusieurs entreprises qui ont accepté d'utiliser les scores comme base pour fournir certains bénéficiaires, tels que l'accès à l'enregistrement accéléré dans les aéroports ⁽³⁷⁾. Si l'utilisation de modélisations et de projets-pilotes par les gouvernements locaux fait partie du processus chinois d'élaboration des politiques publiques, ce cas est peu habituel car il implique des entreprises privées qui développent un modèle de stratégie faisant partie intégrante de leurs activités commerciales. Cela soulève des questions au sujet de comment (et si) les systèmes publics et privés de « crédit social » seront finalement fusionnés en un unique système national contrôlé par l'État-Parti.

Les partisans chinois de l'inclusion financière voient dans la création du système de « crédit social » une stratégie cruciale en vue de réduire les

32. « Poor Behaviour », *The Economist*, 4 décembre 2014, <https://www.economist.com/news/finance-and-economics/21635477-behavioural-economics-meets-development-policy-poor-behaviour> (consulté le 2 novembre 2017).
33. Commission nationale sur le développement et les réformes, « Guanyu cujin fenxiang jingji fazhan de zhidaoxing yijian de tongzhi » (Opinions directrices sur la promotion du développement de l'économie du partage), 3 juillet 2017, <http://www.chinatax.gov.cn/n810341/n810755/c2692736/content.html> (consulté le 2 novembre 2017).
34. Pour des informations à jour sur le système de « crédit social », voir : <http://china-social-credit.com/about/> (consulté le 2 novembre 2017).
35. Bureau général du Conseil des affaires de l'État, « Guowuyuan bangongting guanyu jiaqiangan geren chengxin tixi jianshe de zhidaoyijian » (Avis directeurs sur le renforcement de la construction du système de crédit social), 23 décembre 2016, http://www.gov.cn/zhengce/content/2016-12/30/content_5154830.htm (consulté le 2 novembre 2017).
36. Bureau général du Comité central du PCC et Conseil des affaires de l'État, « Guanyu jiaquai tuijin shixin bei zixing ren xinyong jiandu, jingshi he chengjie jizhi jianshe de yijian » (Avis sur l'accélération de la construction de la supervision du crédit et des mécanismes d'avertissement et de punition pour les personnes faisant l'objet de procédures pour abus de confiance), 25 septembre 2016, http://news.xinhuanet.com/politics/2016-09/25/c_1119620719.htm (consulté le 2 novembre 2017).
37. Shazeda Ahmed, « China's Social Credit System: Black Mirror or Red Herring? », *China Digital Times (CDT)* (blog), 16 février 2017, <http://chinadigitaltimes.net/2017/02/qa-shazeda-ahmed-on-chinas-social-credit-system/> (consulté le 2 novembre 2017) ; Simon Denyer, « China's Plan to Organize Its Society Relies on "Big Data" to Rate Everyone », *The Washington Post*, 22 octobre 2016, <http://www.independent.co.uk/news/world/asia/china-surveillance-big-data-score-censorship-a7375221.html> (consulté le 2 novembre 2017).

risques pour les créanciers et de rendre plus soutenable un système financier plus largement inclusif. Dans le discours politique chinois, « crédit social » et inclusion financière sont aussi liés (Bai 2014)⁽³⁸⁾. Au niveau international pourtant, le système de « crédit social » proposé par la Chine est presque universellement rejeté et considéré comme orwellien par les mêmes personnes et groupes qui louent les initiatives d'inclusion financière visant, de façon similaire, à rassembler et rendre opérationnelles des données. Après la parution des opinions de 2016 par le Comité central et le Conseil des affaires de l'État, *The Economist* a publié deux articles très commentés accusant le gouvernement chinois d'inventer un « totalitarisme digital » et décrivant les « expériences inquiétantes par la Chine d'une nouvelle forme de contrôle social »⁽³⁹⁾. Ironiquement, deux mois plus tôt *The Economist* avait publié un article faisant l'apologie du potentiel de la psychométrie (des tests de personnalité invasifs) et du *big data* pour révolutionner le crédit – il semble qu'ils attendaient avec impatience :

un avenir où les activités de prêts seraient presque entièrement digitales, combinant la psychométrie avec les réseaux sociaux et l'historique de téléphone mobile [...]. Les créanciers, à la recherche d'un avantage, trouveront toujours des façons de scruter à l'intérieur des âmes de leurs clients⁽⁴⁰⁾.

Le magazine a également fait l'apologie du projet d'inclusion financière de façon plus générale, affirmant : « Les bénéfices de l'entrée dans le système financier formel des 2,5 milliards de personnes dans le monde qui n'ont pas accès à des banques seraient gigantesques »⁽⁴¹⁾.

Cet exemple illustre le fait que de nombreux défenseurs de l'inclusion financière ne semblent pas trouver problématique que des données personnelles soient exploitées afin d'établir les profils financiers de futurs débiteurs, tant que les gouvernements n'y sont pas impliqués. Il expose aussi une contradiction centrale située dans les fondements mêmes du concept d'inclusion financière, mais qui n'en est pas moins négligée ou ignorée : l'inclusion dans le système financier confère soi-disant davantage d'autonomie aux individus et accroît leur liberté, mais afin de démontrer leur solvabilité, les futurs emprunteurs doivent *volontairement* fournir des informations personnelles qui peuvent ensuite être utilisées pour façonner les comportements et restreindre les libertés. En effet, des institutions de premier plan telles que le GPMI passent sans heurt d'une discussion sur les questions de vie privée des consommateurs à une mise en avant de l'importance du partage des données afin de limiter de nombreux risques⁽⁴²⁾. De plus, alors que l'inclusion financière est prétendument focalisée sur les clients, une meilleure collecte et un meilleur usage du *big data* est fréquemment retenu comme un moyen de permettre aux prêteurs de déterminer la solvabilité de clients potentiels sous l'apparence de services taillés sur mesure⁽⁴³⁾. L'inclusion involontaire dans un système orwellien de « crédit social » est par conséquent l'extrémité logique du projet d'inclusion financière digitale commerciale cherchant à maximiser les profits et minimiser les risques. Cela peut accroître certaines libertés chez les personnes prêtes et capables de travailler au sein du système socio-économique de plus en plus néolibéral de la Chine – comme l'entrepreneur individuel très doué ou l'heureux (et aisé) consommateur. Pourtant, il réduit de façon certaine les libertés de ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas y participer, et sert à restreindre l'espace existant pour la contestation de l'ordre socio-économique dominant. Tout cela suggère qu'au lieu d'accroître l'autonomie et la liberté des citoyens chinois pauvres et exploités, « l'inclusion financière digitale, si elle

se réalise, conférerait un pouvoir immense à quiconque contrôle les nouvelles infrastructures monétaires » (Mader 2016a, p. 78)⁽⁴⁴⁾.

Conclusion

Cet article a examiné l'expansion de l'inclusion financière digitale, qui trouve ses origines dans le développement rapide du secteur de la finance en ligne chinoise. Il expose comment l'essor de la finance sur Internet a été formulé au sein du discours et des pratiques du mouvement mondial pour l'inclusion financière, qui décrit l'accès croissant aux services financiers des populations qui en étaient précédemment exclues comme intrinsèquement bénéfique pour l'autonomisation et la liberté individuelles ainsi que comme un moteur de développement par la base. L'article se poursuit en prolongeant une critique conceptuelle de l'inclusion financière digitale en Chine. Il y démontre comment ces bienfaits revêtent un potentiel tyrannique – produisant de nouvelles formes de dés-autonomisation, sapant les potentialités de développement dont les fruits sont plus équitablement partagés et limitant les libertés en renforçant la capacité de l'État et d'autres acteurs économiques puissants à exercer un contrôle sociétal.

L'article se penche en particulier sur l'exemple des prêteurs en P2P qui abusent de la situation de faiblesse d'étudiants d'université en exigeant des photos de nu comme garanties à leur emprunt ; les fraudes fréquentes et l'extraction de ressources perpétrées par les plateformes de P2P et les fonds d'investissement en ligne ; et la création du système de « crédit social » destiné à augmenter la capacité de surveillance de l'État-Parti chinois en coordination avec les géants chinois de l'Internet comme Alibaba. Un ensemble de règles mieux conçues saura sans nul doute limiter certains excès les plus audacieux décrits dans cet article. Pourtant, les exemples sont représentatifs de processus fondamentaux dans l'expansion du système financier commercial, et non des éléments aberrants qui peuvent être écartés par des ajustements technocratiques. Selon les mots de Jedediah Purdy (2014) :

Même le banquier doté d'une conscience humaniste agira à la fin comme le plus cupide des Harpagon car la banque n'est pas une attitude de l'esprit mais un rôle dans l'ordre économique. Si vous vous

38. Shazeda Ahmed, « China's Social Credit System: Black Mirror or Red Herring? », *op. cit.*
39. « China Invents the Digital Totalitarian State », *The Economist*, 17 décembre 2016, <http://www.economist.com/news/briefing/21711902-worrying-implications-its-social-credit-project-china-invents-digital-totalitarian> (consulté le 2 novembre 2017) ; « China's Digital Dictatorship », *The Economist*, 17 décembre 2016, <http://www.economist.com/news/leaders/21711904-worrying-experiments-new-form-social-control-chinas-digital-dictatorship> (consulté le 2 novembre 2017).
40. « Test of Character », *The Economist*, 29 septembre 2016, <https://www.economist.com/news/finance-and-economics/21707978-how-personality-testing-could-help-financial-inclusion-tests-character> (consulté le 2 novembre 2017).
41. « A Phoneyful of Dollars », *The Economist*, 13 novembre 2014, <https://www.economist.com/news/briefing/21632441-worlds-poor-need-stability-and-security-banks-have-traditionally-offered> (consulté le 2 novembre 2017).
42. « Global Standard-Setting Bodies and Financial Inclusion – The Evolving Landscape », *Global Partnership for Financial Inclusion (White Paper)*, 2016, <http://www.gpmi.org/publications/global-standard-setting-bodies-and-financial-inclusion-evolving-landscape> (consulté le 2 novembre 2017).
43. Timothy Lyman et Kate Lauer, « What Is Digital Financial Inclusion and Why Does It Matter? », *CGAP (blog)*, 10 mars 2015, <http://www.cgap.org/blog/what-digital-financial-inclusion-and-why-does-it-matter> (consulté le 2 novembre 2017).
44. À bien des égards, cela reflète les processus enclenchés par la politique de réforme et d'ouverture chinoise et l'intégration dans le système capitaliste mondial, décrits comme poussant irrésistiblement le pays vers la démocratie libérale, mais renforçant en dernière instance l'État-Parti et ses nouveaux alliés au sein de la classe capitaliste mondiale et réduisant au silence les discours politiques et développementaux dissidents (Tomba 2014 ; Tsai 2015).

éloignez de ce rôle, les nombreux représentants du système, jouant eux-mêmes leurs rôles respectifs, trouveront un autre banquier.

Ainsi, les mêmes types de résultats destructeurs peuvent être observés dans des secteurs financiers plus anciens (et soi-disant mieux régulés). Par exemple, l'inclusion financière dispensée par les prêteurs sur salaire aux États-Unis sert à pousser activement les travailleurs pauvres vers un état d'endettement permanent (Hembruff et Soederberg 2015). Les comportements frauduleux à grande échelle perpétrés par les principales institutions financières ont été à l'origine de la crise financière mondiale de 2008, qui a vu d'énormes quantités de richesses être dirigées des plus basses classes et des classes moyennes vers le « Un pourcent » (Harvey 2014). Enfin, des systèmes de surveillance sociale – contrôlés à la fois par les gouvernements et les grandes entreprises – se sont rapidement étendus à travers le monde, et leur convergence avec le système financier est simplement l'aboutissement logique de ces tendances mondiales.

Ces exemples montrent le fait que si l'inclusion au sein du système financier commercial peut produire des résultats bénéfiques pour certains individus et groupes, elle sert également à reproduire des relations développementales très inégalitaires et d'exploitation. Ils soulèvent aussi une autre question importante au cœur du discours sur l'inclusion financière, qui n'est pas ouvertement reconnue par les partisans de cette dernière : l'intégration dans le système économique et financier formel n'est

pas réellement volontaire. Une fois l'infrastructure financière inclusive disponible, elle domine et façonne l'existence socio-économique de façon à rendre inévitable l'usage des services financiers commerciaux nouvellement accessibles. En ce sens, l'inclusion est une proposition transformationnelle qui exige des personnes nouvellement incluses qu'elles abandonnent leur mode traditionnel et informel d'organisation financière et qu'ils adoptent de nouvelles formes de culture et de conscience financières. Cette domination du paysage financier par des opérateurs digitaux à but commercial clôt aussi les espaces pour des modes alternatifs d'organisation financière, tels que les modèles coopératifs, qui ont le potentiel d'être moins exploités et prédateurs que le système financier commercial (Bateman 2007). De futures recherches devraient se concentrer sur l'inclusion digitale comme acte de transformation et tenter de retracer l'impact que l'intégration dans le système financier commercial a sur les mondes sociaux, culturels, économiques et moraux des individus et groupes nouvellement inclus.

■ Traduit par Hugo Petit.

■ Nicholas Loubere est chargé de cours au Centre d'études est-asiatiques et sud-est-asiatiques, à l'Université de Lund.

Lund University, Centre for East and South-East Asian Studies, Sölvegatan 18, 22362 Lund, Suède (ndloubere@gmail.com).

Article reçu le 13 juillet 2017. Accepté le 1er novembre 2017.

Références bibliographiques

ALBRECHT, Chad, Victor MORALES, Jack Kristian BALDWIN et Steven Deron SCOTT. 2017. « Ezubao: A Chinese Ponzi Scheme with a Twist ». *Journal of Financial Crime* 24 (2) : 256-259. <https://doi.org/10.1108/JFC-04-2016-0026>.

ARNER, Douglas W., Janos BARBERIS et Ross P. BUCKLEY. 2015. « The Evolution of FinTech: A New Post-Crisis Paradigm ». *Georgetown Journal of International Law* 47 : 1271.

BAI, Chengyu. 2014. « Promote the Financial Inclusion in the "Double Dual Financial Sectors" of China ». In *Asia Microfinance Forum 2014*. Shanghai, Chine.

BARMÉ, Geremie R., et Jeremy GOLDKORN (éds.). 2013. *Civilising China: China Story Yearbook 2013*. Canberra : ANU Press.

BATEMAN, Milford. 2007. « Financial Cooperatives for Sustainable Local Economic and Social Development ». *Small Enterprise Development* 18 (1) : 37-49.

———. 2010. *Why Doesn't Microfinance Work?: The Destructive Rise of Local Neoliberalism*. Londres : Zed Books.

———. 2014. « South Africa's Post-Apartheid Microcredit-Driven Calamity: Comparing "Developmental" to "Anti-Developmental" Local Financial Models ». 47. Österreichische Forschungsstiftung für Internationale Entwicklung. <http://www.econstor.eu/handle/10419/98815>.

———. 2015. « Introduction ». *Forum for Social Economics*. 1-20. <https://doi.org/10.1080/07360932.2015.1056201>.

CHENG, Yuk-shing. 2006. « China's Reform of Rural Credit Cooperatives: Progress and Limitations ». *Chinese Economy* 39 (août) : 25-40.

DEER, Luke, Jackson MI et Yuxun YU. 2015. « The Rise of Peer-to-Peer Lending in China: An Overview and Survey Case Study ». Association of Chartered Certified Accountants.

DUVENDACK, Maren, Richard PALMER-JONES, James G. COPESTAKE, Lee HOO-PER, Yoon LOKE et Nitya RAO. 2011. « What Is the Evidence of the Impact of Microfinance on the Well-Being of Poor People? ». 1912. Institute of Education, University of London: The EPPI-Centre, Social Science Research Unit. http://opus.bath.ac.uk/26940/1/Microfinance_2011Duvendack_report.pdf (consulté le 1 décembre 2017).

GUÉRIN, Isabelle, Marc LABIE et Jean-Michel SERVET (éds.). 2015. *The Crises of Microcredit*. Londres : Zed Books.

GUÉRIN, Isabelle, Solène MORVANT-ROUX et Magdalena VILLARREAL. 2014. *Microfinance, Debt and Over-Indebtedness: Juggling with Money*. Londres et New York : Routledge.

GUO, Feng, Sherry Tao KONG et Jingyi WANG. 2016. « General Patterns and Regional Disparity of Internet Finance Development in China: Evidence from the Peking University Internet Finance Development Index ». *China Economic Journal* 9 (3) : 253-271. <https://doi.org/10.1080/17538963.2016.1211383>.

HARVEY, David. 2007. *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford : Oxford University Press.

———. 2014. *Seventeen Contradictions and the End of Capitalism*. Oxford : Oxford University Press.

HELMS, Brigit. 2006. *Access for All: Building Inclusive Financial Systems*. Washington D.C. : World Bank Publications.

HEMBRUFF, Jesse, et Susanne SOEDERBERG. 2015. « Debtfarism and the Violence of Financial Inclusion: The Case of the Payday Lending Industry ». *Forum for Social Economics*. 1-20. <https://doi.org/10.1080/07360932.2015.1056205>.

IFAD. 2001. « Rural Financial Services in China: Thematic Study ». 1147-CN Rev. 1. Fonds international de développement agricole.

- JAMES, Deborah. 2014. *Money from Nothing: Indebtedness and Aspiration in South Africa*. Stanford : Stanford University Press.
- JINGU, Takeshi. 2016. « China Set to Step Up Regulation of Internet Finance from 2016 ». 235. Pékin : Nomura Research Institute.
- KARNANI, Aneel. 2007. « Microfinance Misses Its Mark ». *Stanford Social Innovation Review, Summer 2007* : 34-40.
- LOUBERE, Nicholas. 2016. « Indebted to Development: Microcredit as (De)marginalisation in Rural China ». *Journal of Peasant Studies*. <https://doi.org/10.1080/03066150.2016.1236025>.
- . 2017. « Cyber Loan Sharks, Social Credit, and New Frontiers of Digital Control ». In Jane Golley, Linda Jaivin et Luigi Tomba (éds.), *China Story Yearbook 2016: Control*. Canberra : ANU Press. 213-223.
- LOUBERE, Nicholas, et Heather Xiaquan ZHANG. 2015. « Co-Operative Financial Institutions and Local Development in China ». *Journal of Co-Operative Organization and Management* 3 (1) : 32-39.
- MADER, Philip. 2015. *The Political Economy of Microfinance: Financializing Poverty*. New York : Palgrave Macmillan.
- . 2016a. « Card Crusaders, Cash Infidels and the Holy Grails of Digital Financial Inclusion ». *Behemoth - a Journal on Civilisation* 9 (2) : 59-81. <https://doi.org/10.6094/behemoth.2016.9.2.916>.
- . 2016b. « Questioning Three Fundamental Assumptions in Financial Inclusion ». IDS Evidence Report 176. 1-29 : IDS. <http://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/123456789/9566>.
- MADER, Philip, et Sophia SABROW. 2015. « All Myth and Ceremony? Examining the Causes and Logic of the Mission Shift in Microfinance from Microenterprise Credit to Financial Inclusion ». *Forum for Social Economics*. 1-27. <https://doi.org/10.1080/07360932.2015.1056204>.
- MORDUCH, Jonathan. 2008. « The Microfinance Schism ». In David Hulme et Thankom Arun, *Microfinance: A Reader*. Londres et New York : Routledge. 17-35.
- OCDE. 2003. *Rural Finance and Credit Infrastructure in China*. Paris : OECD Publishing.
- ONG, Lynette. 2012. *Prosper or Perish: Credit and Fiscal Systems in Rural China*. Ithaca et Londres : Cornell University Press.
- PARK, Albert, et Changqing REN. 2001. « Microfinance with Chinese Characteristics ». *World Development* 29 (1) : 39-62.
- PURDY, Jedediah. 2014. « The Accidental Neoliberal ». *n+1* (19). <https://npluso-nemag.com/issue-19/politics/the-accidental-neoliberal/>.
- ROBINSON, Marguerite S. 2008. « Supply and Demand in Microfinance: The Case for a Financial Systems Approach ». In David Hulme et Thankom Arun (éds.), *Microfinance: A Reader*. Londres et New York : Routledge. 45-64.
- RUTHERFORD, Stuart. 2006. « Grameen II: The First Five Years 2001-2005 ». Dhaka, Bangladesh : MicroSave. <http://www.cgdev.org/doc/blog/Rutherford,%20Grameen%20II—The%20First%20Five%20Years,%202001-2005.pdf> (consulté le 7 avril 2013).
- SPARREBOOM, Pete, et Eric DUFLOS. 2012. « Financial Inclusion in China ». China Papers on Inclusiveness (7), *Consultative Group to Assist the Poor*, <http://www.cgap.org/sites/default/files/CGAP-WMFG-Financial-Inclusion-in-China-Aug-2012.pdf> (consulté le 1er décembre 2017).
- TAYLOR, Marcus. 2011. « "Freedom from Poverty Is Not for Free": Rural Development and the Microfinance Crisis in Andhra Pradesh, India ». *Journal of Agrarian Change* 11 (4) : 484-504.
- . 2012. « The Antinomies of "Financial Inclusion": Debt, Distress and the Workings of Indian Microfinance ». *Journal of Agrarian Change* 12 (4) : 601-610.
- TOMBA, Luigi. 2014. *The Government Next Door: Neighborhood Politics in Urban China*. Ithaca : Cornell University Press.
- TSAI, Kellee S. 2004. « Imperfect Substitutes: The Local Political Economy of Informal Finance and Microfinance in Rural China and India ». *World Development* 32 (9) : 1487-1507.
- . 2015. *Capitalism without Democracy: The Private Sector in Contemporary China*. Ithaca et Londres : Cornell University Press.
- WEBER, Heloise. 2004. « The "New Economy" and Social Risk: Banking on the Poor? ». *Review of International Political Economy* 11 (avril) : 356-86.
- World Bank. 2014. *Global Financial Development Report 2014: Financial Inclusion*. Washington D.C. : The World Bank.
- . 2015. *World Development Report 2015: Mind, Society, and Behavior*. Washington D.C. : The World Bank.
- YUNUS, Muhammad, et Karl WEBER. 2007. *Creating a World Without Poverty: Social Business and the Future of Capitalism*. New York : PublicAffairs.